# គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា

**Comité des Frontières du Cambodge**
**Cambodia's Borders Committee**
**(CFC-CBC)**

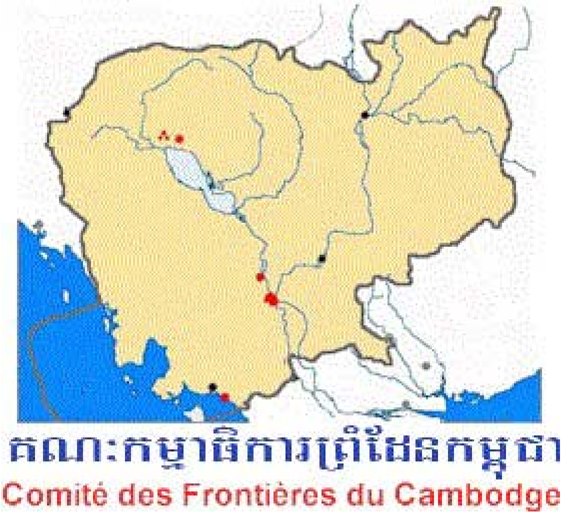
## Accord pour l’exploitation commune khméro-thaïe des hydrocarbures.

## Cambodia-Thailand Agreement for common exploitation of hydrocarbons

## កិច្ចព្រមព្រៀងខ្មែរ-ថៃ ស្ដីពី សកម្មភាពផលិតកម្មប្រេងកាត រួមគ្នា

**Le 18 juillet 2001**

**Lettre N° CFC-CBC 0701/24F**




http://www.cfcambodge.org – Email : secretariat@cfcambodge.org
C/o M. SEAN 8, Avenue du Golf 77600 Bussy Saint Georges - France

គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា
សមាគម មិនជាប់ពាក់ព័ន្ធ នឹង គណៈបក្ស នយោបាយ
Comité des Frontières du Cambodge ( C F C ) Cambodia's Border Committee ( C B C )
ASSOCIATION NON APPARENTEE AU PARTI POLITIQUE ASSOCIATION UNAFFILIATED TO A POLITICAL PARTY

CFC-CBC 0701/24F

Paris le 18 juillet 2001

A Samdech Hun Sen,
Premier ministre du Gouvernement Royal,
Royaume du Cambodge,

Phnom-Penh.

*Objet* : Accord pour l'exploitation commune khméro-thaïe des hydrocarbures.

Samdech,

Au nom du Gouvernement Royal, vous avez signé le 18 juin 2001 avec le Premier ministre thaïlandais un communiqué conjoint confirmant les termes d'un Mémorandum d'Entente sur l'exploitation commune de deux zones pétrolières dans le Golfe de Thaïlande. Selon le journal « Cambodge Soir » qui a rapporté l'événement dans son article en date du 18 juin 2001, «le Mémorandum sur l'exploitation pétrolière prévoit que le Cambodge et la Thaïlande se partageront à parts égales les gains et bénéfices… sur une surface maritime de 27.OOO km² qui sera mise en exploitation» et «théoriquement, les deux pays se sont donnés six mois pour élaborer les cadres législatif et technique ainsi que la convention commune prévus par le Mémorandum. »

Redoutant de futures conséquences préjudiciables à notre intégrité territoriale, le Comité des Frontières du Cambodge se fait le devoir de rappeler le fond de sa lettre en date du 6 décembre 1999, adressée à Samdech, et qui, en corrélation avec le Mémorandum d'Entente du 18 juin 2001, peut se résumer notamment en cinq points fondamentaux suivants :

1- Nonobstant le Traité Franco-Siamois du 23 mars 1907, la Thaïlande s'est donnée le droit de réviser unilatéralement, dans les années soixante, la délimitation adjacente de son plateau continental de plus en plus déviée vers les côtes cambodgiennes, élargissant ainsi effectivement la zone de litige et à nos détriments.

2- Le Gouvernement Royal du Cambodge avait déjà proposé en 1995 une exploitation pétrolière commune avec des sociétés étrangères, mais ces dernières ont crû devoir retirer leurs projets d'investissements du fait que la question de délimitation des zones litigieuses n'a pas été réglée - et elle ne l'est toujours pas. A l'époque, la Thaïlande elle-même avait demandé au Cambodge à ce que la délimitation des domaines maritimes respectifs soit au préalable reconnue d'accord parties.

3- Aujourd'hui, parmi les zones proposées dans le Mémorandum d'Entente en date du 18 juin 2001, l'une d'elles se trouve dans notre plateau continental défini par le Traité Franco-Siamois de 1907, et non dans la zone de chevauchement.

C/O M. SEAN - 8, Ave du Golf 77600 Bussy St Georges France - http://www.cfcambodge.org
Téléphone : +33(0)607 955 366 - Fax : +33(0)160 951 281 - Email : secretariat@cfcambodge.org

4- L’exploitation commune ne pourrait se réaliser, d’une part, qu’après délimitation effective des zones contestées, et d’autre part, que lorsqu’un gisement se trouve coupé par la frontière commune nettement délimitée. Dans ce dernier cas, le partage se ferait au prorata de la superficie du gisement ou de la quantité de la réserve reconnue après les forages, et non «à parts égales » comme le laissait entendre le Mémorandum.

5- Précédemment, la Thaïlande et la Malaisie ont connu une longue période de contentieux concernant la délimitation de leur plateau continental. Les deux pays ont mis leur point d’honneur à négocier pendant des décennies pour arriver à un accord final en 1994, avant d’accepter de mettre en exploitation commune une petite zone de quelques kilomètres carrés - le «Joint development area» - en 1995 seulement.

Notre pays vit en ce moment une période extrêmement dangereuse pour son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale, tant que les traités et accords signés avec le Vietnam pendant l’occupation armée vietnamienne ne sont pas purement et simplement abolis, en application des Accords de Paix de Paris sur le Cambodge de 1991, et également, tant que la Convention bilatérale entre la Thaïlande et le Vietnam du 11 août 1997 au détriment de notre pays ne soit dénoncée par le Gouvernement Royal du Cambodge. A présent, l’acceptation du Cambodge de cette «exploitation commune» avec la Thaïlande pourrait être évoquée plus tard par cette dernière comme une reconnaissance tacite du premier de l’existence d’une zone maritime litigieuse, donc sujette à une nouvelle délimitation corrective, alors que cette délimitation avait déjà été faite par des accords internationaux reconnus dans le passé.

Partant, nous estimons qu’il ne saurait être nullement question d’exploitation commune ni avec le Vietnam, ni avec la Thaïlande, des zones de notre domaine maritime, tant que le processus légal, juridique, de portée internationale, concernant les questions ci-dessus évoquées, ne soit au préalable entamé et effectivement réglé, dans le respect de la souveraineté, de l’intégrité territoriale et des intérêts réciproques bien compris entre le Cambodge et ses voisins.

Dans l’espoir que Samdech prenne en considération les observations suscitées, nous vous prions de bien vouloir agréer l’expression de nos respectueuses salutations.

Le Président du Comité des Frontières du Cambodge,

Sean Pengsè

Copie :

- Cabinet du Palais Royal
- Président du Sénat
- Président de l’Assemblée Nationale
- Président du Conseil Constitutionnel

C/O M. SEAN - 8, Ave du Golf 77600 Bussy St Georges France - http://www.cfcambodge.org
Téléphone : +33(0)607 955 366 - Fax : +33(0)160 951 281 - Email : secretariat@cfcambodge.org

គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា
សមាគម មិនជាប់ពាក់ព័ន្ធ នឹង គណៈបក្ស នយោបាយ
Comité des Frontières du Cambodge ( C F C )
Cambodia's Border Committee ( C B C )
ASSOCIATION NON APPARENTEE AU PARTI POLITIQUE ASSOCIATION UNAFFILIATED TO A POLITICAL PARTY

CFC/CBC 0701/24A

Paris, July 18, 2001

To Samdech Hun Sen
Prime Minister of the Royal Government
Kingdom of Cambodia

Phnom Penh

Subject: Cambodia-Thailand Agreement for common exploitation of hydrocarbons.

Samdech,

On behalf of the Royal Government, you signed with the Thai Prime Minister on June 18, 2001 a joint communiqué to confirm the terms used in the Memorandum of Understanding on joint exploitation of two oil zones in the Gulf of Thailand.

The newspaper CAMBODGE SOIR reported the event in its article dated June 18, 2001. It wrote: “the oil exploitation memorandum provides for Cambodia and Thailand equal parts of earning and profit sharing over 27,000 square kilometers of Thailand two oil maritime zones area to be exploited.” Theoretically, both countries gave themselves a six month period for elaborating legislative and technical cadres as well as a joint convention as foreseen by the Memorandum.”

By dread of further harmful consequences on our national sovereignty, the Cambodia Borders Committee estimates it has the duty to recall the essence of its December 6, 1999 letter sent to Your Excellence. In correlation with the June 18, 2001 Memorandum of Understanding, that letter can be summarized in five fundamental points as follows:

1- Notwithstanding the March 23, 1907 France/Siam Treaty, Thailand offered itself the right, to unilaterally review in the 60’s, the adjacent delimitation of its continental shelf that was more and more turned off its course toward the Cambodian Coastline. That action effectively enlarged the litigious zone to our expenses.

2- In 1995, the Royal Government of Cambodia did propose joint oil exploration with foreign firms, but the latter withdrew their investment projects due to the fact that the litigious demarcation zones issue was not settled. So far, it is not. At the time, Thailand itself asked Cambodia that any demarcation of respective maritime domains must be beforehand recognized by mutual consent.

C/O M. SEAN - 8, Ave du Golf 77600 Bussy St Georges France - http://www.cfcambodge.org
Téléphone : +33(0)607 955 366 - Fax : +33(0)160 951 281 - Email : secretariat@cfcambodge.org

3- Today, among zones being proposed in the June 18, 2001 Memorandum of Understanding, one of them is instead localized within our continental self, as defined by the 1907 France/ Siam Treaty and not in the crossing zone.

4- Any common exploitation could not be undertaken, on one hand, before an effective demarcation of contested zones, and on the other hand, without an oilfield is cut by the completely delimited common border. In the last case, the share should be based on a pro rata procedure that consists of taking account of the capacity of the oilfield or the quantity of reserves obtained and recognized after drillings, and not "at equal parts" as the Memorandum insinuated.

5- Previously, Thailand and Malaysia experienced a long period of litigation regarding the delimitation of their continental shelf. Both countries have put their point of honor to decades long negotiations before reaching a final agreement in 1994, following intense discussions over a joint exploitation of merely a few square kilometers small zone (the joint development areas) in 1995.

Our country is living an extremely dangerous period for its national integrity and its national sovereignty, in the absence of appropriate actions on the part of the Royal Government of Cambodia. To implement the 1991 Paris Peace Accords on Cambodia, treaties and accords signed with Vietnam during the Vietnamese military occupation should have been purely and simply abolished. By the way, the August 11, 1997 Thailand/Vietnam bilateral treaty that is fully detrimental to our country had to be equally denounced by us. The present acceptation by Cambodia of that "joint exploitation" undertaking with Thailand could unable this neighboring country to invoke one day this deed as a tacit recognition by Cambodia of an existing litigious maritime zone. That is susceptible to necessity of another corrective delimitation, while that delimitation was already definitively recognized in all past international accords.

Therefore, we opine that, neither with Vietnam, nor with Thailand, it would be by no means question of any joint exploitation of our maritime domain zones, as far as legal and juridical proceedings under international scope, concerning the above-mentioned issues, would not be beforehand initiated and effectively settled, in the respect of sovereignty, territorial integrity, mutual interests and good understanding between Cambodia and its neighbors.

With our hope that proper attention will be paid to our above observations, we would like to renew to this deed the expression of our highest consideration.

The President,

SEAN Péngsè

CC:

- Royal Cabinet
- Senate President
- National Assembly President
- Constitutional Council President

គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា
សមាគម មិនជាប់ពាក់ព័ន្ធ នឹង គណៈបក្ស នយោបាយ

Comité des Frontières du Cambodge ( C F C ) — Cambodia's Border Committee ( C B C )

ASSOCIATION NON APPARENTEE AU PARTI POLITIQUE ASSOCIATION UNAFFILIATED TO A POLITICAL PARTY

CFC-CBC 0701/24K

ក្រុងប៉ារីស ថ្ងៃទី ១៨ កក្កដា ២០០១

សូមជំរាបជូនមក សម្តេច ហ៊ុន សែន
នាយករដ្ឋមន្ត្រី នៃ រាជរដ្ឋាភិបាលកម្ពុជា
ក្រុងភ្នំពេញ សូមជ្រាប ។

កម្មវត្ថុ : *កិច្ចព្រមព្រៀងខ្មែរ-ថៃ ស្តីពី សកម្មភាពផលិតកម្មប្រេងកាត រួមគ្នា ។*

សម្តេច

តាងនាម រាជរដ្ឋាភិបាលកម្ពុជា សម្តេចបានចុះហត្ថលេខា នាថ្ងៃ១៨ មិថុនា ២០០១ ជាមួយ នាយករដ្ឋមន្ត្រីថៃ នូវសេចក្តីថ្លែងការណ៍ បញ្ជាក់អំពីសេចក្តីនានា ក្នុង“អនុស្សារណៈ នៃ ការយោគយល់គ្នា”មួយ ស្តីពីសកម្មភាព ផលិតកម្មរួមគ្នា ក្នុងតំបន់ប្រេងកាត ពីរតំបន់ នៅក្នុងឈូងសមុទ្រសៀម ។ សារពត៌មាន “កំបូតស្វ័ស្វារ” (Cambodge Soir) ចេញថ្ងៃ១៨/០៦/២០០១ ដែលផ្សាយអំពីព្រឹត្តការណ៍នេះ បានអោយ ដឹងថា “អនុស្សារណៈនៃការយោគយល់ គ្នា បានគ្រោងថា កម្ពុជា និង ថៃឡង់ នឹងចែកស្មើភាគគ្នា នូវប្រាក់ចំណូល និងចំណេញ ...លើផ្ទៃសមុទ្រទំហំ ២៧.០០០ គម២ ដែលនឹងត្រូវអោយធ្វើ សកម្មភាពផលិតកម្មរួមគ្នា” ហើយ “តាមគោលការណ៍ ប្រទេសទាំងពីរ នឹងរៀបចំជាមួយគ្នា ក្នុងរយៈប្រាំមួយខែបន្ទាប់នេះ នូវក្របខ័ណ្ឌច្បាប់និងបច្ចេកទេស ព្រមទាំងអនុសញ្ញារួមគ្នា ដែលអនុស្សារណៈនោះ បានកំណត់ស្រាប់ហើយ”។

ដោយហេតុព្រួយបារម្ភ ចំពោះផលវិបាកអាស្រូវ ដែលនឹងអាចកើតដល់ អធិបតេយភាពកម្ពុជា នៅ អនាគតកាល គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា មានករណីកិច្ចសូមរំលឹក នូវជំរៅលិខិត ចុះថ្ងៃទី៦ធ្នូ១៩៩៩ ដែល យើងបានផ្ញើរ ជូនសម្តេច និងមានទំនាក់ទំនង ជាមួយ “អនុស្សារណៈនៃការយោគយល់គ្នា” នាថ្ងៃ ១៨ មិថុនា ២០០១ នេះដែរ ក្នុងចំណុចសំខាន់ៗ ខាងក្រោមនេះ ៖

C/O M. SEAN - 8, Ave du Golf 77600 Bussy St Georges France - http://www.cfcambodge.org
Téléphone : +33(0)607 955 366 - Fax : +33(0)160 951 281 - Email : secretariat@cfcambodge.org

១- ថ្វីត្បិតតែមាន កិច្ចព្រមព្រៀងបារាំង-សៀម ចុះថ្ងៃ២៣ មិនា ១៩០៧ ហើយក្តី ប្រទេសថៃឡង់ បានបើក សិទ្ធ ឯកតោភាគី ក្នុងទសវត្ស ១៩៦០ សំរេចកំណត់បន្ទាត់ បរិវេណ ខ្ពង់រាប សមុទ្រ ខ្លួន អោយកាន់តែងាកច្រើនឡើងៗ មកខាងឆ្នេរសមុទ្រខ្មែរ គឺគេពង្រីកតំបន់ មាន ទំនាស់គ្នា រវាងប្រទេសទាំងពីរ កាន់តែធំឡើង ជាលំដាប់។

២- នៅឆ្នាំ១៩៩៥ រាជរដ្ឋាភិបាលកម្ពុជា ធ្លាប់បានស្នើរម្តងហើយ អោយបើកសកម្មភាពផលិតកម្មរួមគ្នា រុករកប្រេង កាត ជាមួយសហគ្រាសបរទេស នៅក្នុងតំបន់នោះ តែត្រូវសហគ្រាស បរទេស ទាំងនោះ សំរេចដកទុនវិនិយោគខ្លួន វិញ ព្រោះតែបញ្ហាកំណត់ព្រំដែន ក្នុងតំបន់មានទំនាស់នោះ មិនទាន់សំរេចជាក់ច្បាស់ រវាងខ្មែរនិងថៃ។ ពេលនោះ សោត ប្រទេសថៃឡង់ខ្លួនឯង ក៏បាន ស្នើរកម្ពុជា អោយបើកកិច្ចចរចាគ្នា ដើម្បីកំណត់ជាក់ច្បាស់ នូវដែនសមុទ្រ រៀងខ្លួនដែរ។

៣- នៅពេលនេះ ក្នុងតំបន់ផ្សេងៗ ដែលកំណត់ក្នុង អនុស្សារណៈ នៃ ការយោគយល់គ្នា នាថ្ងៃ ១៨ មិថុនា ២០០១ មានតំបន់មួយ ស្ថិតទាំងស្រុង ក្នុងបរិវេណខ្ពង់រាបសមុទ្រ របស់កម្ពុជា ដែលកិច្ចព្រមព្រៀងបារាំង-សៀម ចុះថ្ងៃ ២៣ មិនា ១៩០៧ បានកំណត់ច្បាស់ គឺមិនមែន ជាតំបន់ វាតលើដែនសង្ខាងទេ។

៤- តាមធម្មតា សកម្មភាពផលិតកម្មរួមគ្នា នឹងប្រព្រឹត្តត្រឹមត្រូវបាន លុះណាគេបាន កំណត់ជាក់ច្បាស់ ជាស្រេច ហើយ នូវព្រំដែននៃតំបន់មានទំនាស់ផង ហើយគេធ្វើផលិតកម្មរួមគ្នា តែត្រង់តំបន់ ដែលមានប្រេងកាត ចំខ្សែព្រំដែន ដែលគេកំណត់ហើយនោះផង ។ ក្នុងករណី ខាង ក្រោយនេះ ការចែកប្រយោជន៍គ្នា តែងធ្វើតាម សមាមាត្រ (prorata) នៃផ្ទៃតំបន់ មានប្រេងកាត ឬ តាមភាគទំហំ នៃស្តុកប្រេង ដែលការរុករក បានឃើញ ត្រង់ទីនោះ គឺមិនមែន "ចែកស្មើគ្នា" នៅគ្រប់ កន្លែង ដូចអនុស្សារណៈ នៃការយោគយល់គ្នានោះ បានបន្លីទេ។

៥- ក្នុងកាលកន្លងមកនេះ ប្រទេសថៃឡង់ និង ប្រទេសម៉ាឡេស៊ី មានទំនាស់ជាយូរអង្វែងណាស់ ក្នុងរឿងកំណត់ ព្រំដែនខ្ពង់រាបសមុទ្ររៀងខ្លួន ។ ប្រទេសទាំងពីរ បានរក្សាកិត្តិយសជាតិគេ ដោយធ្វើកិច្ចចរចាគ្នា យ៉ាងល្អិតល្អន់ អស់រយៈច្រើនទសវត្ស ទំរាំបានសំរេច កិច្ចព្រមព្រៀង បញ្ចប់មួយនៅឆ្នាំ ១៩៩៤ មុននិងគេសុខចិត្ត ដាក់តំបន់ តូចមួយ មានផ្ទៃបួន-ដប់ គម២ អោយធ្វើផលិតកម្មរួមគ្នា (Joint development areas) នៅឆ្នាំ ១៩៩៥ ប៉ុណ្ណោះ ។

ប្រទេសកម្ពុជាយើងសព្វថ្ងៃ កំពុងស្ថិតក្នុង រយៈកាលមួយ ប្រកបដោយគ្រោះថ្នាក់ធ្ងន់ធ្ងរណាស់ ចំពោះ បូរណភាព ទឹកដីខ្លួន និងអធិបតេយជាតិ ដរាបណាសន្ធិសញ្ញា និងកិច្ចព្រមព្រៀងនានា ដែលបានចុះហត្ថលេខា ជាមួយ វៀតណាម ក្រោមអំណាចយោធាកាន់កាប់ របស់វៀតណាម ពុំទាន់ត្រូវបានលប់ចោល ដោយ អនុវត្តិ តាម កិច្ចព្រមព្រៀងក្រុងប៉ារីស ឆ្នាំ១៩៩១ ព្រមគ្នានិងការប្រកាស់ ជាឧឡារិក ដោយរាជរដ្ឋាភិបាល កម្ពុជា មិនទទួល ស្គាល់ សន្ធិសញ្ញាទ្វេភាគី រវាងថៃឡង់និងវៀតណាម ចុះថ្ងៃ ១១ សីហា ១៩៩៧ ដែល ធ្វើបំពាន លើសិទ្ធកម្ពុជា នោះទេ ។ នៅពេលនេះទៀត ការយល់ព្រមរបស់កម្ពុជា ចំពោះ "សកម្មភាព ផលិត

កម្មរួមគ្នា" ជាមួយថៃឡង់ ក្នុងលក្ខខ័ណ្ឌមិនជាក់ច្បាស់ហ្នឹង នឹងអាចបានជាលេស ក្នុងអនាគតកាល អោយថៃឡង់ លើកសំអាង ថាជាការទទួលស្គាល់ របស់ខ្មែរ នូវដែនសមុទ្រមួយ "មានទំនាស់" ដែលតំរូវអោយមានការគូសបន្ទាត់ព្រំដែនជាថ្មី ទោះបី មានបន្ទាត់ ដែលកំណត់រួចហើយ ដោយកិច្ចព្រមព្រៀងអន្តរជាតិនានា ក្នុងអតីតកាលក្តី ។

អាស្រ័យហេតុនេះ យើងខ្ញុំយល់ថា កម្ពុជាមិនត្រូវធ្វើ សកម្មភាពផលិតកម្មរួមគ្នាអ្វី ក្នុងតំបន់ផ្សេងៗ នៃដែនសមុទ្រខ្លួន ជាមួយវៀតណាមក្តី ជាមួយថៃឡង់ក្តី ដរាបណារាល់បញ្ហាខាងលើ មិនទាន់បាន សំរេច ជាក់ច្បាស់ តាមក្បួនខ្នាតច្បាប់ ដែលមានអានុភាពអន្តរជាតិ និងក្នុងការគោរព អធិបតេយ បូរណភាពទឹកដី និងប្រយោជន៍ត្រឹមត្រូវរៀងខ្លួន រវាងកម្ពុជានិងប្រទេសជិតខាង នោះឡើយ ។

ដោយមានជំនឿថា សម្តេចនាយករដ្ឋមន្ត្រី នឹងចាប់អារម្មណ៍ ចំពោះសង្កេតនានាខាងលើ យើងខ្ញុំសូម សម្តេចមេត្តាទទួលជាមួយនេះ នូវ ភាវវភក្តី ដ៏ខ្ពង់ខ្ពស់ អំពីយើងខ្ញុំ ៕

ប្រធាន គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា

*ស៊ាន ប៉េងសែ*

**ចម្លងថ្វាយ និង ជូន :**

-ខុទ្ទកាល័យ ព្រះមហាក្សត្រ

-សម្តេច ប្រធានព្រឹទ្ធសភា

-សម្តេច ព្រះប្រធានរដ្ឋសភា

-ឯកឧត្តម ប្រធានក្រុមប្រឹក្សាធម្មនុញ្ញ

C/O M. SEAN - 8, Ave du Golf 77600 Bussy St Georges France - http://www.cfcambodge.org
Téléphone : +33(0)607 955 366 - Fax : +33(0)160 951 281 - Email : secretariat@cfcambodge.org

# គណៈកម្មាធិការព្រំដែនកម្ពុជា

**Comité des Frontières du Cambodge**
**Cambodia's Borders Committee**
**(CFC-CBC)**

## Accord pour l’exploitation commune khméro-thaïe des hydrocarbures.

## Cambodia-Thailand Agreement for common exploitation of hydrocarbons

កិច្ចព្រមព្រៀងខ្មែរ-ថៃ ស្តីពី
សកម្មភាពផលិតកម្មប្រេងកាត រួមគ្នា

**Le 18 juillet 2001**

**Lettre N° CFC-CBC 0701/24F**

**http://www.cfcambodge.org – Email : secretariat@cfcambodge.org**
**C/o M. SEAN 8, Avenue du Golf 77600 Bussy Saint Georges - France**